

# Lutte de classe

## Le réformisme est au service du capitalisme.

L'éditorial du numéro 842 de l'hebdomadaire du Parti des travailleurs, *Informations ouvrières*, invitait les travailleurs à réaliser « *l'unité avec leurs organisations* », organisations dont les dirigeants n'ont de cesse de les trahir depuis 60 ans, et qui, lorsqu'ils réalisent l'unité n'ont qu'une hâte : briser leur mobilisation et maintenir la paix sociale. Reste à savoir ce que l'on entend par « *leurs organisations* », j'y reviendrai plus loin.

Il est écrit exactement : « *pour défendre nos droits, l'unité des travailleurs avec leurs organisations n'est-elle pas une nécessité urgente ?* ».

On pourrait penser au premier abord que les travailleurs traîneraient les pieds ou y seraient opposés. Si tel était le cas, il faudrait peut-être se demander pourquoi. Si tel était le cas, peut-être n'auraient-ils pas vraiment tort, encore faudrait-il se demander ce que recouvre cette méfiance ou défiance, vis-à-vis de quoi ou de qui plus précisément, ne cherchez pas la réponse dans *Informations ouvrières*, vous ne la trouverez pas. Et pour cause, pour la trouver comme pour se mettre en phase avec l'état d'esprit des travailleurs, il faut faire une distinction entre l'organisation qui d'un côté regroupe des travailleurs syndiqués, et de l'autre une bureaucratie parasitaire chapeauté par des dirigeants au service du capitalisme. Qu'il soit dans l'intérêt des travailleurs de réaliser l'unité avec leurs organisations, théoriquement nous l'admettons, mais cela dépend pour quoi faire et pour aboutir à quel objectif politique pratique, car c'est cela qui nous intéresse en dernier ressort en tant que militants révolutionnaires. Si en dernier lieu c'est pour assurer la pérennité du capitalisme, nous y serons opposés. Si maintenant c'est pour préparer le prolétariat à passer directement à l'offensive politique contre le régime, nous y serons favorable.

On pourrait dire aussi que l'immense majorité des travailleurs ne sont pas des imbéciles, ils sont informés, ils savent ou perçoivent plus ou moins consciemment que pour engager le combat contre le gouvernement et le patronat, finalement ils devront compter uniquement sur leur propre mobilisation et détermination. Cela explique sans doute en partie pourquoi il n'y a que 5% de syndiqués dans le secteur privé fort de 20 millions de travailleurs. Donc écrire qu'ils doivent réaliser « *l'unité avec leurs organisations* » a priori cela ne les concerne pas vraiment ou disons que l'on comprend très bien pourquoi ils ne se sentiront peut-être pas directement concernés par cet appel.

Les organisations en question sont entre les mains de bureaucrates pour lesquels l'unité signifie empêcher toute mobilisation générale des travailleurs contre le gouvernement et le patronat, elles sont synonymes de capitulations et défaites répétées depuis 60 ans, de trahison répétons-le. Que les travailleurs s'en saisissent pour se mobiliser contre le gouvernement et le patronat est une chose. Mais à aucun moment jusqu'à présent ce processus n'a permis aux masses d'aller au-delà, or aujourd'hui pour mettre en échec le programme dévastateur de Sarkozy, il faut passer à la vitesse supérieure et poser la question de la liquidation du régime. Comment peut-on imaginer un seul instant dans les conditions actuelles, que l'issue à la crise du capitalisme passerait par des organisations que contrôlent des collaborateurs du gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner qui acceptent le cadre du dialogue sociale pour au contraire participer à la liquidation de tous nos droits et toutes nos conquêtes sociales ?

Rappelons que le 6 décembre 2007, la direction de la CGT définissait ainsi les rapports entre syndicats et gouvernement en s'alignant sur la CFDT : « *la fin de l'opposition entre légitimité pour réformer, issue des résultats des élections présidentielles et légitimité des organisations syndicales à intervenir sur le contenu des réformes à conduire.* ». La soumission totale des dirigeants syndicaux devant le gouvernement est un fait accompli qui n'échappe pas aux travailleurs, même s'ils n'en comprennent pas forcément les raisons. C'est aussi notre responsabilité de leur expliquer.

Ce n'est pas l'unité des travailleurs entre eux qui posent problème, nous sommes tous embarqués dans la même galère et à des degrés différents nous en avons tous conscience, ce n'est pas l'unité des syndiqués quel que soit le syndicat auquel ils sont affiliés qui pose problème, les syndiqués n'ont pas d'autres intérêts à

défendre que ceux des travailleurs sans distinction, l'unité et la fraternité du mouvement ouvrier n'est pas en cause, ce qui pose problème, c'est le pouvoir récurrent des lieutenants de la bourgeoisie à la tête des syndicats qui sont sensés représenter et défendre nos intérêts, qui, à défaut de pouvoir nous en débarrasser immédiatement, nous devons neutraliser, pour les empêcher de continuer à parler en notre nom et de nuire à nos intérêts, ensuite le manque de perspective politique, par conséquent, la mobilisation du prolétariat, de sa jeunesse et de nos anciens contre le capitalisme passe nécessairement par des formes d'auto-organisation pour organiser le combat contre le gouvernement et le patronat intégrant les syndicats si possible... jusqu'à la prise du pouvoir, puisque c'est toujours notre objectif et que c'est uniquement dans cette perspective et dans ce cadre que des réformes progressistes fondamentales pour la majorité de la population seront mises en oeuvre.

En passant, on voit bien ici le lien naturel et de surcroît indispensable qui existe entre le combat syndical et le combat politique, battant en brèche le principe de la soi-disant indépendance des syndicats par rapport aux partis politiques, qui a entre autre pour fonction d'empêcher que les questions économiques et sociales se trouvent poser à un niveau plus élevé, au niveau politique, autrement dit, d'empêcher de poser la question du regroupement de l'ensemble des travailleurs sur des bases plus larges que celles du syndicalisme qui déboucheraient sur la remise en cause du gouvernement, des institutions et de l'Etat, donc sur le plan directement politique. L'indépendance des syndicats par rapports aux partis politiques sert d'alibi pour rompre l'unité entre les revendications économiques, sociales et politiques, qui a pour corollaire de situer notre combat uniquement dans la perspective du maintien en place du capitalisme.

Maintenant, il est vrai sauf erreur de ma part, qu'on pourrait concevoir deux grilles de lecture possibles de l'éditorial de Gluckstein, l'une sur le plan politique et l'autre sur le plan historique, or il se place lui-même sur le plan historique lorsqu'il rappelle les droits et les devoirs de la classe ouvrière. C'est donc sous cet angle que je l'analyse ici en refusant de réduire la lutte de classe du prolétariat aux réformes, car j'estime que le droit à la révolution demeure après tout un « *droit historique* », donc légitime, pour parodier Marx et Engels (*Les luttes de classes en France*). Que le combat pour les réformes soit nécessaire personne ne le contestera, mais qu'il ne soit pas associé à une perspective politique révolutionnaire ne contribuera pas à faire prendre conscience au prolétariat des tâches politique qu'il doit et aura à accomplir. Si vous en trouver la moindre trace dans cet éditorial, faites-le nous savoir. Pour cette raison cet éditorial n'a pas la moindre valeur éducative pour les travailleurs, pire, il est pétri d'illusions.

Après cet hymne en faveur du réformisme, on attendra que Gluckstein nous sorte un éditorial où il vantera les mérites de la voie révolutionnaire. A mon avis, vous pouvez attendre longtemps ! Vous savez pourquoi ? Parce que au moins la moitié des adhérents du Parti ouvrier indépendant (POI) y sont opposés. On peut d'ors et déjà dire que les dirigeants du courant communiste internationaliste qui dirigent et contrôlent totalement le PT, ont déjà capitulé sans combat devant le réformisme qui en réalité a pris le pouvoir au sein de leur parti, ce que confirmera et amplifiera le POI. D'une certaine manière, on peut dire que se renouvelle sous nos yeux l'histoire de la SFIO.

En lisant l'éditorial de Gluckstein on est pris spontanément d'un malaise, voudrait-il nous faire croire que ce serait seulement depuis hier que le PS ne serait plus réformiste ? A quel moment depuis l'après-guerre la SFIO puis le PS ont-ils organisé la mobilisation du prolétariat pour arracher de nouveaux droits ? Jamais. Lorsque ces droits n'ont pas été concédés directement par la bourgeoisie, ils ont été arrachés par les travailleurs eux-mêmes, contre la volonté des appareils du mouvement ouvrier qui pactisaient systématiquement avec notre ennemi de classe. Je pense qu'il est nécessaire de remettre les choses au point et de ne pas tomber dans le piège qui nous est tendu là.

En réalité, Gluckstein tente sournoisement de nous mener sur le terrain du réformisme qui est une planche pourrie et franchement réactionnaire à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme.

C'est un metallo à la retraite qui m'a demandé d'écrire cet article parce qu'il n'en peut plus d'entendre répétées sans cesse les mêmes balivernes. Oui dans ce pays il y a des milliers de travailleurs et jeunes qui sont prêts à engager le combat sur un programme révolutionnaire développant concrètement une perspective révolutionnaire pour les masses jusqu'à la prise du pouvoir.

Selon Gluckstein il suffirait de reconnaître la lutte de classe pour faire partie du mouvement ouvrier, le problème, c'est que la bourgeoisie la reconnaît aussi, même si elle tend à le nier en parole, encore une fois on a la preuve que Gluckstein se fie davantage aux déclarations qu'aux actes pour forger son analyse... quand cela l'arrange. Il écrit :

*« Traditionnellement, au sein du mouvement ouvrier, révolutionnaires et réformistes forment deux courants distincts, mais s'accordent sur un point essentiel : la société est divisée en classes sociales aux intérêts contradictoires ».*

Non ce n'est pas un point essentiel comme le faisait remarquer Marx puisqu'il est commun à toutes les classes, cela peut prêter à confusion, à collusion, à toutes les dérives imaginables, cela n'engage finalement à rien, et qu'on ne vienne pas me dire qu'il n'y a pas suffisamment d'exemples dans le passé pour le prouver amplement.

Toute faille dans notre dispositif stratégique laisse pénétrer les idées dominantes de la classe dominante et nous éloigne de notre objectif ou nous en détourne, ce qui est encore plus grave. Le réformisme est viscéralement attaché au capitalisme, la voie qui s'identifie à cette idéologie conduit à un cruel destin, il m'est impossible de la cautionner et mon devoir est de la combattre.

Comment ne pas voir que la liste des réformes proposées par le PT est en retrait de la réalité qui pose directement la question de l'Etat et du pouvoir politique par les travailleurs eux-mêmes, ce qui va bien au-delà de la grève générale : si ceux qui dirigent la société ne sont pas capables de nous assurer le quotidien que nous sommes en droit d'attendre légitimement, c'est à nous de les remplacer, il faut les chasser, les travailleurs doivent se préparer à prendre le pouvoir. Car oui, si toutes les questions qui sont soulevées par les contre-réformes posent directement la question du type de régime qui les met en place, on comprend qu'elles posent la question des moyens à mettre en oeuvre pour renverser ce régime et quel type de régime devrait y succéder. Analyse et objectif impensable dans le cadre du réformisme puisque selon cette idéologie, le régime capitalisme devrait s'éteindre de lui-même à la suite de réformes successives.

Je pense que si un parti développait cette orientation révolutionnaire, des milliers de travailleurs et jeunes le rejoindraient car elle correspond à leur attente pour mener un combat politique organisé contre le régime.

Le capitalisme nous a déclaré la guerre camarades, nous ne pouvons pas répondre sans situer notre combat au minimum au même niveau, et ce n'est pas le réformisme qui va livrer cette guerre impitoyable au capitalisme pour le vaincre, désolé pour D. Gluckstein.

La voie du réformisme consiste par petites touches successives s'étalant dans le temps sans que l'on sache très bien sur quelle période, à apporter des améliorations à notre vie quotidienne, alors que l'on a constaté que ces améliorations ne pouvaient être que partielles et temporaires seulement, et que l'exclusion de la société de couches importantes du prolétariat n'avait jamais cessé, que tous les problèmes demeuraient en suspens, le réformisme conduit à favoriser certaines couches de la société au détriment des autres ou pendant que des couches du prolétariat croulent sous la misère : les jeunes qui vivent dans leurs voitures, dans des caravanes ou sous les ponts, nos anciens réduit à la misère ou à mendier pour survivre au bout d'une vie de labeur, de sueur et de sang, c'est insupportable, et tous ces millions de travailleurs pauvres qui sont exploités et destinés à vivre en permanence dans la précarité, l'angoisse du lendemain qui vous prend aux tripes pour nos enfants et nos familles camarades, voilà la situation que contribue à faire perdurer le réformisme qu'il ne faut évidemment pas confondre avec le combat pour des réformes dans une perspective révolutionnaire.

Le réformisme ne combat pas pour des réformes, il accompagne le capitalisme en consacrant une partie de son capital à maintenir la paix sociale, à corrompre les meilleurs éléments du mouvement ouvrier, le capitalisme n'investit jamais à fond perdu, sauf quand il se fait surprendre ou qu'il est pris à la gorge.

Le réformisme, c'est le socialisme dans un avenir indéterminé qui ne cesse de s'éloigner de nous au fil du temps !

Avant d'écrire ces lignes j'avais pris des notes à chaud en lisant pour la première fois cet éditorial.

Les réformes ne profitent pas de la même manière à toutes les classes de la société, dans bien des cas des couches entières du prolétariat en sont exclus. D'autre part, la liberté d'expression et d'organisation sont les seuls droits qui préparent les conditions de la révolution prolétarienne, tous les autres réformes concourent à assurer la pérennité du système capitalisme, notamment celles qui profitent particulièrement à l'aristocratie ouvrière, aux classes moyennes et à la petite bourgeoisie, les fidèles alliés du pouvoir en place.

Tant que les conditions (objectives) de vie et de travail du prolétariat ne seront pas insupportables, il ne se

lancera pas à l'assaut du pouvoir, les réformes ont pour tâches de l'en dissuader, de lui faire la vie plus douce en lui faisant miroiter un avenir meilleur pour le détourner de cet objectif. Qu'on me démontre le contraire ou qu'on me donne un exemple tiré du passé l'infirmant. Aussi bien Marx que Engels, Rosa Luxembourg ou Lénine expliquait qu'une fois une crise du capitalisme surmontée provisoirement, il faudrait attendre la suivante pour se lancer à nouveau à l'assaut du pouvoir, sans évidemment attendre cette nouvelle crise pour expliquer aux travailleurs la nécessité d'en finir avec le régime. Si la lutte prenait une autre forme que les barricades et les combats de rue, son contenu devait être adapté à la situation sans pour autant que son objectif ne soit changé, sans pour autant brader le programme de la révolution socialiste. Une réforme obtenue ne devait être que le prologue du combat pour d'autres réformes, qui elles seraient forcément incompatibles avec le maintien du régime en place. Le combat pour les réformes devraient se situer dans une perspective révolutionnaire pour avoir une valeur éducative au près des masses afin de les préparer aux combats à venir...

Les réformes obtenues par la voie réformiste n'ont pas la même valeur que celles obtenues par la voie révolutionnaire, Gluckstein semble avoir oublié les enseignements de Rosa Luxembourg et de Lénine. Les mettre sur un pied d'égalité ou favoriser la voie réformiste, c'est faire preuve « *d'opportunisme économique* ». On a là les intentions réelles dévoilées du POI.

*« Il en découle qu'authentiques révolutionnaires comme authentiques réformistes se doivent de défendre en toutes circonstances les conquêtes arrachées par la lutte de classe. »*

A force de se démener pour nous convaincre à tout prix de l'authenticité de ses intentions pour un « *authentique* » parti ouvrier indépendant composé d' « *authentique* » réformistes et d' « *authentique* » révolutionnaire, Gluckstein en fait trop et dévoile au passage son impuissance et son incapacité à comprendre la situation actuelle.

Oui, en théorie, mais nous n'en sommes plus là depuis longtemps, l'histoire nous enseigne qu'aux moments décisifs de la lutte des classes, les réformistes comme les républicains et les démocrates se rangent systématiquement du côté de la réaction (le 3 et 4 août 1914 en Allemagne et en France, la révolution espagnole, etc.) ou prépare le terrain du retour au pouvoir de la réaction ou de la dictature (Chili). Et s'ils peuvent jouer ce rôle sordide, c'est justement parce qu'on les a laissés jouer ou pire qu'on les a mêlés à nos affaires, alors qu'ils sont étrangers au mouvement ouvrier (*Réforme ou révolution sociale*, Rosa Luxembourg). Pourquoi devrait-on s'encanailler avec ces fripouilles ?

Toute réforme importante ne pouvant être dorénavant appliquée que lorsque le régime aura été abattu, comme nous savons qu'il ne pourra l'être que par la voie révolutionnaire, cela signifie que le réformisme ne poursuit pas le même objectif que nous et que d'une certaine manière il est étranger par sa nature sociale au prolétariat, car c'est le capitalisme qui le caractérise et non le socialisme.

*« Le mouvement ouvrier, c'est la lutte contre les contre-réformes, »* suit une liste de réformes nécessaires.

Non, il ne se limite pas à cette liste de réformes, il a pour objectif de prendre le pouvoir, de renverser le régime en place.

Quand je vous disais il y a déjà quelques années que le PT se voyait déjà à la place de la SFIO ou du PS, je ne m'étais pas trompé, c'était son seul objectif.

Assurément, nous combattons contre toutes les formes de contre-réformismes, dont le centrisme est une variante qui lorgne en permanence du côté du réformisme en se souvenant les jours de fêtes de ses lointaines origines révolutionnaires.

En effet la cote de popularité de Sarkozy ne dépasse pas 21% dans un sondage (entendu aux infos sur TV5 Monde Asie), il est laminé mais pas fini. J'avais envie de faire un détours ironique et d'écrire : comme Bush qui n'est pas fini non plus, ils ont cette malformation congénitale en commun, d'où l'impression d'avoir parfois à faire à des déments ! En moins d'un an, il a perdu tout crédit au près des classes moyennes et de la bourgeoisie, il est mal l'animal, blessé, il faut l'achever. Mais là n'est manifestement pas le propos de Gluckstein, à chaque fois qu'il a l'occasion d'aller au bout d'une analyse, il s'arrête en chemin pour faire son marché : un peu plus de Sécu par ci, un peu plus de classes par là, etc. bref il ne sort jamais du cadre du réformisme qu'il a adopté teinté d'un verbiage révolutionnaire inconséquent. Dites-moi à quoi cela rime de dire que c'est la propriété privée des moyens de production qui est la cause de tous nos malheurs tout en faisant l'apologie du réformisme ?

Absolument rien ! Le mot d'ordre de rupture avec l'Union européenne tel qu'il est avancé par le PT n'a pas d'autre fonction que d'empêcher de relier les questions économiques et sociales à la question politique de l'Etat et des institutions, à laquelle il fait état accessoirement par pure opportunisme encore une fois.

C'est maintenant ou jamais de poser la question : mais comment se fait-il qu'il soit là Sarkozy ? La réponse n'est pas simple même si elle semble évidente. Il y en a qui ont cru qu'ils pourraient sauver leurs peaux en s'en remettant à la providence, ça ne marche pas de toute évidence, il est donc tant de prendre notre destin en main, de nous organiser et d'engager ensemble le combat pour abattre ce régime et avancer vers le socialisme.

Si nous ne retournerons jamais à 37,5 annuités sous le régime capitaliste, si nous ne récupérerons jamais la Sécu de 1945 sous ce régime, alors il faut l'abolir afin que notre travail serve enfin à satisfaire tous nos besoins dans tous les domaines sans laisser sur le bas de la route des couches entières du prolétariat, c'est la tâche révolutionnaire que nous avons à accomplir.

Qu'allez-vous raconter comme fables aux peuples qui sont entrain de crever de faim : qu'ils doivent défendre leur nation synonyme pour eux de misère et souffrance ou leur dire que c'est le capitalisme qui est responsable de leur situation insupportable et qu'il faut l'abolir tout de suite, maintenant ? Au PT ils sont aussi anticapitalistes qu'à la LCR : lorsque saute aux yeux des peuples du monde entier que c'est le capitalisme qui les affame, bizarrement ils leur suggèrent d'être patients, car avec le réformisme il en faut de la patience, on a le temps de crever cent fois !

En 2008, alors que la politique de l'impérialisme à l'échelle mondiale est celle de la réaction sur toute la ligne, que tous les gouvernements ont engagés le combat pour réduire les droits sociaux des travailleurs, donc ne cédant rien sur les revendications fondamentales du prolétariat, Gluckstein vante les louanges du réformisme en nous enfermant dans le régime capitaliste. On voudrait désarmer les masses et les nourrir d'illusions que l'on ne s'y prendrait pas autrement, cette ligne est contre-révolutionnaire.

Je vous invite à lire ou relire *Réforme ou révolution sociale* de Rosa Luxembourg, *Que faire ?* et *Deux tactiques de la social-démocratie* de V.Lénine. Au lieu d'alourdir cet article de longues citations, j'en ai retenu une seule qui est suffisamment claire pour être comprise par tous les militants.

*« Quiconque se prononce en faveur de la réforme légale, au lieu et à l'encontre de la conquête du pouvoir politique et de la révolution sociale, ne choisit pas en réalité une voie plus paisible, plus sûre et plus lente conduisant au même but ; il a en vue un but différent : au lieu de l'instauration d'une société nouvelle, il se contente de modifications superficielles apportées à l'ancienne société. Ainsi les thèses politiques du révisionisme conduisent-elles à la même conclusion que ses théories économiques. Elles ne visent pas, au fond, à réaliser l'ordre socialiste, mais à réformer l'ordre capitaliste, elles ne cherchent pas à abolir le système du salariat, mais à doser ou à atténuer l'exploitation, en un mot elles veulent supprimer les abus du capitalisme et non le capitalisme lui-même. »*

Gluckstein va répondre qu'il combat pour la conquête du pouvoir politique et la révolution sociale, le problème, c'est que l'on ne sait ni où ni comment sauf peut-être dans sa tête.

Les faits rien que les faits, d'accord, un éditorial est un fait.

Voici comment se terminait son éditorial :

*« Dans les luttes de classe en cours s'exprime une recherche : celle de l'unité sur ces mots d'ordre de sauvegarde, pour mettre en échec les plans destructeurs dictés par l'Union européenne et mis en oeuvre par le gouvernement Sarkozy-Fillon.  
Y a-t-il tâche plus urgente que de réaliser cette unité ? »*

Mais où figure la moindre perspective politique là-dedans ? Nulle part.

Employer le mot « sauvegarde » permet de ne pas utiliser celui de *conquérir*, vous me direz que c'est normal en parlant de droits acquis auparavant et remis en cause depuis, à ceci près qu'il est pratiquement impossible de *sauvegarder* quoi que ce soit dans le contexte actuel sauf à entretenir des illusions, il aurait donc fallu employer une autre tournure, et pour bien faire dans une perspective politique précise, révolutionnaire.

Alors que le prolétariat et sa jeunesse passe à l'offensive à travers tout le pays, Gluckstein reste sur des positions défensives. Comme en dehors de la rupture avec l'Union européenne il n'a rien d'autre à nous proposer, on comprend.

« (...) elle (la social-démocratie révolutionnaire) *subordonne la lutte pour les réformes, comme la partie au tout, à la lutte révolutionnaire pour la liberté et le socialisme.* » (*Que faire ?* 1902 - Lénine)

Dites-moi où figure le « *tout* » dans l'éditorial de Gluckstein ? Nulle part.